

Le projet de la FAO "GCP/GLO/324/NOR – Intégrer le Droit à une Alimentation Adéquate et la Bonne Gouvernance au sein des Politiques, Législations et Institutions Nationales" (abrégé, **Le Droit à l'Alimentation au Niveau National**) est une continuité de la contribution norvégienne envers le Mozambique et l'État Plurinational de Bolivie (Bolivie), en plus de signaler le début des activités au Népal et au El Salvador, en vue de renforcer les institutions nationales et les mécanismes de coordination dans leurs efforts visant à formuler les politiques et supporter les procédures législatives sur la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation. Le Projet ciblera les défis propres aux pays en faisant la promotion de l'approche par les droits humains afin d'atteindre la sécurité alimentaire à tous les niveaux – législation, conception, formulation, décision et implémentation. De plus, le Projet permettra à la FAO de participer aux efforts globaux afin de consolider les droits humains au sein des travaux en développement.

En octobre 2012, la FAO a été l'hôte des réunions du Comité sur la sécurité alimentaire (CSA) à Rome. L'équipe du droit à l'alimentation et le projet, au sein des **Services Globaux**, ont été activement impliqués dans la préparation et l'organisation d'un événement tenu en marge des plénières et d'un séminaire sur le droit à l'alimentation. L'événement, intitulé «The transformational power of the right to food: Countries pioneering right to food strategies », était organisé conjointement avec le Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, le HCDH et la FAO. En abordant les questions « que signifie la mise en œuvre du droit à l'alimentation au niveau national? » et « quelle est sa plus-value afin d'atteindre la sécurité alimentaire et quels sont les bonnes études de cas? », ainsi qu'en bénéficiant d'un panel d'interlocuteurs distingués, l'emphase a été placée sur les étapes concrètes visant à solidifier les lois, les politiques et les stratégies nationales pour la réalisation du droit à l'alimentation en plus du partage de leçons tirées d'expériences nationales par les interlocuteurs. Parmi les interlocuteurs, il y avait M. Biraj Patnaik, Conseiller principal au bureau des commissaires à la Cour suprême dans le dossier du droit à l'alimentation en Inde, qui était également l'interlocuteur du séminaire, organisé par le projet, intitulé « A briefing on the right to food in India ». L'Inde offre une perspective intéressante sur les percées en matière de droit à l'alimentation que peuvent effectuer les pays et M. Patnaik a dirigé une discussion palpitante sur cet enjeu en plus de répondre aux questions.

Par ailleurs, le projet a soutenu une mission, au El Salvador et en Bolivie, entreprise par le Gestionnaire du projet et une Consultante internationale sur le droit à l'alimentation basée au Mozambique. La mission au **El Salvador**, ayant pour objectif de soutenir les efforts des principaux partenaires envers la mise en œuvre progressive du droit à l'alimentation, a eu lieu du 22 au 26 octobre. De façon concrète, l'équipe a entrepris des formations et des réunions de haut niveau avec des parlementaires et des officiers du gouvernement. Les parlementaires ont été informés des avantages d'inclure le droit à l'alimentation et une approche axée sur les droits de l'homme au sein des politiques et des législations. Des réunions et des formations avec CONASAN ont renforcé les aptitudes de ce dernier à coordonner les enjeux liés au droit à l'alimentation dans le pays. Plusieurs recommandations ont été faites aux partenaires afin d'élargir à d'autres projets de la FAO l'inclusion du droit à l'alimentation faite dans le projet de la FAO Plan de Agricultura Familiar (PAF) - Seguridad Alimentaria. La mission a également permis d'établir les priorités, les activités et les futurs secteurs de travail du projet au El Salvador en plus de revoir la stratégie pour une campagne de sensibilisation sur le droit à l'alimentation. La mission a bénéficiée d'une portée médiatique, notamment un reportage télévisé qui partageait de l'information quant au contenu du droit à l'alimentation, ses progrès au El Salvador et des entrevues.

La mission en **Bolivie** a eu lieu du 27 au 31 octobre. La mission a fait partie de l'événement durant lequel le Forum parlementaire bolivien sur la souveraineté alimentaire et le droit à l'alimentation (Frente Parlamentario por la Soberanía Alimentaria y el Derecho a la Alimentación) a été présenté. Il y a déjà longtemps que le projet soutient cette initiative, notamment en marge de missions précédentes et d'efforts de l'équipe nationale du projet au sein de CONAN. La mission y a également contribué en prenant part au séminaire sur le droit à l'alimentation, la sécurité alimentaire et les responsabilités nutritionnelles dans le contexte des territoires autonomes du pays. Enfin, conjointement avec l'équipe nationale du projet, la mission a : évalué les activités entreprises en 2012; déterminé les opportunités et les priorités pour 2013; discuté de possibles collaborations avec FAO Bolivie, le siège social et l'Initiative contre la faim en Amérique latine et dans les Caraïbes (Iniciativa América Latina y Caribe sin Hambre – IALCSH); et défini la méthodologie pour la préparation d'une étude de cas qui sera l'un des principaux produits du projet et qui se penchera sur les sept étapes de mise en œuvre du droit à l'alimentation en Bolivie.

Le droit à l'alimentation de l'équipe de la FAO travaille sur la mise en œuvre du droit humain à une alimentation adéquate, en utilisant le droit à l'alimentation. La vision de l'équipe est celui d'un plein exercice de ce droit de l'homme, à travers elle d'être respectés, protégés et respectés partout dans le monde.

L'Équipe du droit à l'alimentation de la FAO

Département de Développement Économique et Social

Division de l'Économie du Développement Agricole

Viale delle Terme di Caracalla – 00153 Rome, Italy

Tel: +39 06570 53058 /// E-mail: righttofood@fao.org

Site web: www.fao.org/righttofood

